

de pays de compromis, de respect et de compréhension, mettant fin à des années de confrontation et de division.

Un vote pour le OUI le 26 octobre signifie aussi un avenir plus prévisible et plus prometteur pour nos jeunes. Les jeunes d'aujourd'hui devront déjà faire face à suffisamment de défis importants, sans que nous leur imposions davantage de paralysie constitutionnelle et d'incertitude économique. Donnons-leur un coup de main en réglant le problème constitutionnel, et en travaillant à leur préparer un avenir économique plus prometteur.

Envisageons quelques instants que l'accord soit rejeté. Que se passerait-il?

Je ne connais pas la réponse précise. Je sais cependant que pour tous les Canadiennes et Canadiens, et pour les gens du Québec en particulier, ce serait une autre occasion ratée de mettre fin à l'incertitude entourant notre avenir politique.

Je sais aussi qu'une nouvelle incertitude politique entraînera une augmentation des pressions en faveur de l'indépendance du Québec, avec toutes les implications politiques, sociales, économiques et financières que cela comporte. Notre économie en souffrirait, c'est certain.

Un «non» voudrait aussi dire la persistance des inquiétudes légitimes des Québécois anglophones et des membres des communautés culturelles quant à l'avenir du Canada, inquiétudes partagées par l'ensemble des Québécois. Vous devez alors vous demander si les risques en valent la peine. Je ne le pense pas.

Pourrions-nous en venir à une meilleure entente si nous rejetions celle-ci? Je ne crois pas que ce soit possible non plus. Et je le dis pour une bonne raison. Tous les dirigeants ayant participé à la négociation ont été critiqués à leur retour chez eux. Critiqués pour leurs concessions, critiqués de ne pas avoir poussé assez loin, critiqués de ne pas avoir obtenu assez. Je crois qu'il n'est pas réaliste de croire que ces dirigeants puissent revenir à la table de négociation après le 26 octobre, et qu'ils puissent bénéficier d'une plus grande marge de manoeuvre.

Certaines personnes disent «déchirons cette entente». Laissons une autre génération de politiciens s'en charger. Ceci prendrait encore cinq, dix, ou quinze ans. Je ne crois pas que les gens qui cherchent à obtenir un sénat triple-E désirent attendre encore 15 ans. Je ne crois pas que les Autochtones, qui désirent obtenir l'autonomie gouvernementale, soient prêts à attendre encore 15 ans. Et il est certain que les tenants de la séparation du Québec ne sont pas prêts à mettre le tout sur la glace pour encore 10 ou 15 ans.